



Marie-Françoise Cachin

Une nation de lecteurs ? La lecture en Angleterre (1815-1945)

Presses de l'enssib

Chapitre I. La naissance des bibliothèques publiques

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.780
Éditeur : Presses de l'enssib
Lieu d'édition : Presses de l'enssib
Année d'édition : 2010
Date de mise en ligne : 4 avril 2017
Collection : Papiers
ISBN électronique : 9782375460405



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

CACHIN, Marie-Françoise. *Chapitre I. La naissance des bibliothèques publiques* In : *Une nation de lecteurs ? La lecture en Angleterre (1815-1945)* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2010 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/780>>. ISBN : 9782375460405. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.780>.

LA NAISSANCE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

De même que Rome ne fut pas construite en un jour, il fallut de nombreuses années ainsi que l'énergie et la détermination de plusieurs personnalités pour que la Grande-Bretagne puisse enfin disposer de bibliothèques gratuites et accessibles à tous. L'existence de bibliothèques de toutes sortes décrites dans la première partie permettait certes la mise à la disposition d'un grand nombre de lecteurs d'ouvrages variés, mais les nouveaux alphabétisés issus des classes les plus pauvres n'y avaient pas accès pour des raisons financières. En effet, il n'existait pas de collections un peu conséquentes de livres, accessibles à tous gratuitement, qui soient dénuées de préjugés sociaux, politiques ou religieux. Aussi l'idée de créer des bibliothèques publiques gratuites avait-elle commencé à circuler à plusieurs reprises entre 1820 et 1840, aussi bien de la part des utilitaristes que d'autres mouvements convaincus que la lecture publique contribuerait à l'amélioration du niveau culturel des classes inférieures et à la diminution de leur insatisfaction et de leurs revendications. Selon eux, c'était au gouvernement à prendre ses responsabilités en la matière et on ne pouvait plus se satisfaire ni se contenter d'initiatives privées.

PREMIÈRES ÉTAPES

Une première proposition en faveur de la création de bibliothèques publiques (mais non gratuites) avait été faite en 1824 par le réformateur utilitariste Robert Slaney qui, dans le chapitre III de son *Essay on the Beneficial Effects of Rural Expenditure*, y voyait le moyen de protéger les ignorants et les gens vulnérables en encourageant la réflexion, en attaquant le fanatisme, la superstition et l'ignorance, et en permettant le développement des capacités et des talents cachés. Mais la première initiative concrète fut un courrier adressé en février 1831 par Charles Henry Bedlam Ker (1785?-1871), homme de loi, à son ami Henry Brougham, le ministre de la Justice d'alors, bien connu pour l'intérêt qu'il portait à la lecture populaire. Il s'agit du même Dr Brougham qui avait essayé à diverses reprises d'en favoriser le développement en soutenant les *Mechanics' Institutes*

et en participant à la fondation de la Society for the Diffusion of Useful Knowledge, comme on l'a vu plus haut. Dans sa lettre, Ker joignait une proposition de loi afin de permettre aux villes d'une certaine importance de prélever des fonds pour la lecture publique et la création de bibliothèques publiques de prêt. La proposition était en réalité très détaillée, et comportait les cinq principaux points suivants :

1. donner pouvoir aux villes ou aux districts de population relativement importante de faire voter par le conseil municipal un texte permettant soit de lever un impôt, soit d'emprunter de l'argent pour établir une bibliothèque publique ;
2. offrir l'accès à la lecture dans cette bibliothèque à tous les habitants, le droit d'emprunter étant toutefois réservé aux seuls contribuables ou aux personnes bénéficiant de la garantie d'un contribuable ;
3. nommer un comité de gestion et un bibliothécaire, et faire construire ou louer les bâtiments adéquats ;
4. confier à un conseil de délégués à Londres le contrôle du choix des livres à commander, livres qui seraient achetés en fonction de l'argent disponible ;
5. demander à chaque emprunteur une petite somme ($\frac{1}{2}$ penny) par livre emprunté, en tant que contribution aux frais de gestion de la bibliothèque.

La lettre reçut toute l'attention de Brougham et une commission fut créée pour examiner le projet avec d'autant plus d'intérêt que des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient pour réclamer la création de telles bibliothèques. Par exemple, Thomas Carlyle (1795-1881), déjà évoqué comme fondateur de la London Library, avait en 1832 apostrophé le gouvernement en s'étonnant qu'il n'y ait pas une bibliothèque de Sa Majesté dans chaque ville d'Angleterre alors qu'on y trouvait une prison et un gibet de Sa Majesté !

La commission, qui fut effectivement créée à la suite de ces propositions, ne semble pas avoir produit quelque résultat que ce soit. Elle fut suivie en 1834 d'une deuxième commission, dont les objectifs relevaient d'une toute autre préoccupation puisqu'il s'agissait d'un Select Committee on Inquiry into Drunkenness ou Drunken Committee, et donc destinée à chercher les moyens de lutter contre l'alcoolisme... ! Présidé par un député de Sheffield, James Buckingham, cet organisme avait pour mission d'enquêter sur l'étendue, les causes et les conséquences de ce vice de

l'alcoolisme fréquent dans les classes laborieuses du Royaume-Uni. Trois mesures principales furent proposées dès 1835, dont la troisième rejoint les préoccupations de la commission précédente. Car, si les deux premières concernaient le contrôle du commerce des boissons et la mise à la disposition du public de promenades, de jardins, de lieux de récréation en plein air, la dernière conseillait la construction dans toutes les villes d'institutions publiques dotées des moyens nécessaires pour diffuser l'information scientifique et littéraire, sous forme de bibliothèques et de musées.

Aucune de ces propositions de loi ne fut votée. Toutefois, il faut à ce stade souligner deux éléments importants : d'une part, la vision des bibliothèques comme source de progrès culturel et surtout moral ; d'autre part, l'association bibliothèques/musées, déjà expérimentée avec l'installation dans les locaux du British Museum de la Bibliothèque nationale qui prit le nom de British Museum Library. Ce dernier point est important, car en 1845 fut votée une loi sur les musées (Museums Act) dont on comprendra bientôt pourquoi elle constitue une des étapes menant à la création de bibliothèques publiques. Cette loi stipulait que :

- les municipalités avec une population d'au moins 10 000 habitants avaient le pouvoir de créer des musées des arts et des sciences ;
- la construction des bâtiments pouvait être financée sur les impôts locaux ;
- une taxe maximum d'un ½ penny par livre sterling pouvait être prélevée en vue d'assurer la gestion du musée ;
- le droit d'entrée au musée ne pouvait dépasser un penny par visite².

Trois municipalités profitèrent de l'ambiguïté de la loi qui permettait de présenter dans ces musées et galeries « des spécimens artistiques, scientifiques et autres articles de tout genre » pour y inclure les livres et donc instaurer dans les faits une bibliothèque à côté du musée. Il s'agit de Canterbury en 1847, Warrington en 1848 et Salford en 1849 (les deux dernières sont situées dans la région industrielle du Lancashire). Dans le cas de Canterbury, l'ensemble s'appelait *Museum and Library of the philosophical and literary institution*. À Warrington, la bibliothèque était rattachée à la

2. Pour mémoire : le revenu moyen des classes moyennes à cette époque-là se situe entre £ 150 et £ 200, mais les ouvriers gagnent entre 12 et 35 shillings par semaine, soit entre £ 2,5 et £ 7,5 par mois.

Warrington Natural History Society et ouvrait de 10 h à 16 h et de 18 h à 21 h 30. À noter aussi que le bibliothécaire nommé à Salford était un homme politique aux idées radicales, fervent défenseur des bibliothèques publiques, Joseph Brotherton.

Ainsi naquirent les trois premières bibliothèques publiques anglaises, avant même qu'une décision formelle ait été votée en vue de leur création. Cette loi sur les musées constitue donc une étape essentielle dans la mesure où elle encouragea les défenseurs des bibliothèques publiques à revenir à la charge. Les deux principaux acteurs dans ce combat s'appellent Edward Edwards et William Ewart.

PIONNIERS DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES BRITANNIQUES

Edward Edwards (1812-1886), considéré comme le pionnier du mouvement en faveur des bibliothèques publiques, était un homme d'origine modeste, fils d'un maçon londonien, et dans une large mesure autodidacte. Il s'était en effet cultivé en fréquentant entre autres la British Museum Library, car il avait une véritable passion pour les livres. De ce fait, il croyait plus que tout au progrès social et souhaitait promouvoir la création de bibliothèques publiques, meilleur moyen à ses yeux d'augmenter les chances de s'instruire de tout un chacun. Il avait naturellement fait partie d'un comité de réflexion sur le fonctionnement de la British Museum Library et, en 1836, il avait même publié une petite brochure sur ce sujet, fruit de sa fréquentation régulière de la salle de lecture, dont il soulignait le mauvais fonctionnement. En 1839, il fut nommé assistant à la British Museum Library où il resta jusqu'en 1850, date à laquelle il partit travailler à la Manchester Free Library dont il fut le premier bibliothécaire. Utilitariste idéaliste, il rêvait d'offrir à chacun le maximum de facilités d'accès à une bibliothèque, le droit de s'inscrire sans l'obligation d'une recommandation, la possibilité pour chaque lecteur de recevoir l'aide du personnel en cas de besoin. Il était convaincu que les bibliothèques publiques devaient faire partie intrinsèque de l'éducation, ne serait-ce qu'en raison des habitudes de lecture qu'elles engendreraient et de la culture qu'elles permettraient d'acquérir. Une telle éducation lui paraissait indispensable à la préservation de l'ordre social. Il pensait que les bibliothèques serviraient aussi la cause de la société industrielle et contribueraient ainsi indirectement au progrès matériel. Par ailleurs, elles modifieraient les habitudes de lecture de la population (en particulier, celles des classes inférieures)

en offrant de « bonnes » lectures, entendant par là des ouvrages “*of the highest order*” c’est-à-dire d’un haut niveau culturel et moral. C’était le seul moyen d’assurer la stabilité sociale, car les lecteurs en viendraient progressivement à se forger leurs propres idées et ne s’en laisseraient plus conter par les démagogues et agitateurs de toutes sortes.

William Ewart (1789-1869), député du Parlement pour Dumfries, ville du sud de l’Écosse, et considéré comme politiquement radical, était en réalité un homme d’une grande indépendance d’esprit, quoique profondément impliqué dans le mouvement de réforme sociale de l’époque. Il souhaitait voir augmenter l’égalité des chances et c’est avec cette conviction qu’il mena le combat en faveur des bibliothèques publiques. À ses yeux, leur éventuelle création s’inscrivait dans le contexte d’un indispensable programme de réformes en matière d’enseignement. Mais une nuance doit être apportée à son réformisme, car s’il désirait l’adoption d’un système national d’éducation, c’est parce qu’il était convaincu que l’éducation était un moyen essentiel de stabiliser et de renforcer le capitalisme industriel. Comme Edwards, il croyait que des individus plus instruits, plus cultivés, seraient moins tentés de soutenir les mouvements subversifs et l’agitation sociale. En outre, comme nombre d’utilitaristes, il croyait au pouvoir de la raison mais aussi à la nécessité de l’effort volontaire individuel, exprimé dans l’expression *self-help*.

En 1848, Edwards publia un document statistique sur les principales bibliothèques publiques d’Europe, puis un petit livre intitulé *Remarks on the Paucity of Libraries Freely Open to the Public* qui faisait apparaître le retard de la Grande-Bretagne dans ce domaine. À une époque où le pays se targuait d’être la nation la plus riche du monde, c’était là une situation difficile à accepter. La réaction d’Ewart fut immédiate et il proposa la création d’un nouveau comité de réflexion sur les bibliothèques publiques, comité créé en 1849 dont il devint le Président, et à l’organisation duquel il associa Edward Edwards.

LE SELECT COMMITTEE ON PUBLIC LIBRARIES DE 1849

+++++

Ewart voyait dans ce comité un moyen d’attirer l’attention des autorités sur la question des bibliothèques et d’en faire la propagande. L’objectif en était de rechercher le meilleur moyen d’instituer dans les grandes villes britanniques des bibliothèques gratuites, ouvertes au grand public. De nombreuses personnalités et experts d’origine variée, représentant divers

secteurs d'activité intellectuelle, furent appelés à témoigner. L'un d'eux se plaignit de la difficulté d'accès aux ouvrages imprimés en faisant remarquer qu'on suscitait chez les citoyens une soif de lecture sans leur procurer de quoi le satisfaire. Parmi les arguments avancés pour la création de bibliothèques publiques, on relève l'idée que le progrès culturel ne devait pas être limité aux classes moyennes et cultivées et que la culture devait être diffusée à tous les niveaux de la société. Si, par ailleurs, les bibliothèques devaient permettre de détourner les classes populaires de passe-temps immoraux ou de sports violents, il fallait qu'elles soient ouvertes assez tard le soir pour que les ouvriers puissent s'y rendre après leur journée de travail. Le Comité espérait aussi qu'elles réduiraient l'influence d'une littérature politiquement inacceptable, ce qui laisse entrevoir la fonction de contrôle qu'on comptait leur faire assumer. En revanche, rien à cette date ne laissait prévoir le rôle qu'elles pourraient jouer en matière de loisir et de récréation.

À l'issue de ces auditions, un rapport de 200 pages fut publié, considéré par la SDUK comme l'un des documents les plus intéressants et les plus valables dans la masse des livres blancs proposés au Parlement depuis de nombreuses années.

Le rapport du comité ne faisait que confirmer le retard de la Grande-Bretagne et, pour y remédier, formulait neuf propositions :

1. faciliter l'accès à la British Museum Library et aux autres bibliothèques ayant le dépôt légal³ ;
2. ouvrir au grand public les bibliothèques des universités selon des règles à définir ;
3. développer l'utilisation des exemplaires en double à la British Museum Library en les transmettant à d'autres collections ou bibliothèques de province ;
4. inciter les propriétaires terriens et le clergé à aider à la création de bibliothèques dans les villages ;
5. inciter aussi les chefs d'entreprise à créer des bibliothèques sur les lieux de travail ;
6. assurer l'ouverture tardive de manière à permettre aux travailleurs la fréquentation des bibliothèques après leur journée de travail ;

3. Au Royaume-Uni, le dépôt légal n'est pas limité à la British Library. L'ont également les bibliothèques des principales universités du pays.

7. accorder des facilités de manière à assurer le prêt à domicile;
8. développer les échanges internationaux de livres;
9. supprimer les obstacles à la création de bibliothèques, tels que la taxe sur le papier ou les droits sur les livres étrangers importés.

Outre ces recommandations, le rapport se penchait sur le délicat problème du financement. Un appel aux dons pour établir les collections ne pouvait suffire, et la proposition de loi que présenta Ewart au Parlement en février 1850 autorisait les municipalités à percevoir une taxe d'un ½ penny par livre sterling pour l'achat ou la construction de bâtiments destinés à servir de bibliothèques publiques. L'opposition conservatrice fut très vive quant à la question du financement, certains considérant que c'était au secteur privé de les financer. Mais elle fut encore plus vive sur la conception même de ces bibliothèques que certains redoutaient de voir devenir des foyers de sédition et de désordre public. L'Angleterre, il est vrai, venait de connaître en 1848 la troisième vague de l'agitation chartiste, et les mouvements révolutionnaires français dont on avait craint la contagion outre-Manche étaient encore présents dans bien des esprits. Des modifications furent introduites, mais qui portaient surtout sur le financement, et seules les municipalités d'au moins 10 000 habitants (comme pour les musées) furent autorisées à dépenser le ½ penny de taxe pour les bibliothèques, et seulement si elles y avaient été autorisées par une majorité des deux tiers de leurs contribuables consultés par référendum.

LA LOI DE 1850

ET LA CRÉATION DES PREMIÈRES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

+++++

La loi fut finalement votée le 14 août 1850, mais, dans les cinq années qui suivirent, seulement huit bibliothèques furent ouvertes : en 1851 à Winchester (Hampshire) ; en 1852 à Liverpool et Manchester (Lancashire) ; en 1853 à Bolton (Lancashire) et à Ipswich (East Suffolk) ; en 1854 à Oxford et en 1855 à Cambridge et à Kidderminster (Worcestershire). À la fin de 1868, un médiocre total de 27 bibliothèques fut atteint, et entre 1868 et 1886, 98 bibliothèques supplémentaires furent créées. Ce n'est que vers la fin du siècle qu'une sorte de rythme de croisière s'établit avec la création annuelle d'environ 16 ou 17 bibliothèques par an durant la période 1887-1900, pour des raisons qui seront données ultérieurement.

L'avènement de ces premières bibliothèques publiques fut célébré comme une étape importante dans le développement de la lecture, par exemple par Charles Dickens qui, lors de l'inauguration en 1852 de la bibliothèque de Manchester où Edward Edwards avait été nommé bibliothécaire principal dès 1850, la compara à une école, "*a great free school, bent on carrying instruction to the poorest hearths*"⁴. Un autre grand romancier, William Makepeace Thackeray, parla de "*the educational and elevating influences which would necessarily flow from the extension of the movement*"⁵, c'est-à-dire grâce à l'installation de bibliothèques dans tout le pays. Mais, dans la réalité, l'enthousiasme fut plutôt modéré. Il n'y eut aucun soutien populaire véritable, en raison d'une apathie générale et de l'opposition véhémente des contribuables. Plusieurs municipalités rejetèrent des propositions pour l'érection d'une bibliothèque dans leur ville, et il faudra attendre la période 1897-1913 pour que le mouvement s'amplifie avec 225 bibliothèques créées en Angleterre et au Pays de Galles.

On a expliqué ce manque d'enthousiasme par le développement des périodiques et des livres bon marché, comme il apparaîtra plus bas. Mais le problème de ces nouvelles bibliothèques était avant tout financier, car la taxe d'un ½ penny était insuffisante, les locaux étaient souvent petits ou trop vieux ou mal adaptés à leur nouvelle fonction. Il faudra attendre 1855 et le vote d'une nouvelle loi pour que ce prélèvement passe à un penny par livre sterling. Dans certains cas, par exemple à Wolverhampton (bibliothèque créée en 1869), on utilisa d'anciennes bibliothèques de *Mechanics' Institutes*, et la bibliothèque de Manchester fut en fait établie dans un ancien *Hall of Science* oweniste. Par ailleurs, l'achat de livres était difficile, contrôlé et coûteux, d'autant plus que jusqu'à la loi de 1855 qui l'autorisa enfin, l'argent collecté ne devait pas être utilisé pour cela. Les fonds de ces premières bibliothèques étaient constitués de dons d'ouvrages qui étaient loin d'être toujours satisfaisants, quant à leur qualité et leur intérêt.

De plus, la théorie selon laquelle la lecture devait être avant tout instructive et utile persista assez longtemps, et la notion de lecture distrayante s'imposa très difficilement. Les contribuables n'étaient pas prêts à payer une taxe pour offrir à leurs concitoyens des classes inférieures des romans sentimentaux ou à sensation. Quant aux bibliothécaires, ils se sentaient déconcertés, mal préparés à leurs tâches, et manquaient d'expérience. En d'autres termes, comme l'a résumé l'historien des bibliothèques

4. Cité dans Thomas Greenwood. *Free Public Libraries. Their Organisation, Uses and Management*. London, Simpkin, Marshall & Co, 1887, p. 24.

5. *Ibid.*, p. 26.

anglaises Thomas Kelly⁶, les dispositions de la loi étaient très limitées et inadéquates. Surtout, elles n'imposaient aucune obligation que ce soit et se contentaient de donner l'autorisation de créer des bibliothèques publiques dans les conditions précisées.

Si la loi présentait indéniablement des insuffisances, d'autres raisons pouvaient contribuer à expliquer son échec. Certains, en effet, considéraient qu'il n'y avait pas lieu de créer des bibliothèques publiques puisque de nombreux ouvrages bon marché étaient à la disposition des lecteurs. D'autre part, les cabinets de lecture, en particulier celui de Mudie, continuaient à prospérer et leur clientèle ne faisait qu'augmenter. Selon John Feather, "*never had books been so widely, easily and cheaply available in Britain than in 1850*"⁷, car les livres récemment publiés pouvaient être achetés dans presque n'importe quelle ville. On pouvait les emprunter dans les cabinets de lecture ainsi que dans les bibliothèques des *Mechanics' Institutes* ou d'autres associations philanthropiques qui continuaient à se multiplier. Enfin, il existait par ailleurs un marché de livres d'occasion à très bas prix.

LES CABINETS DE LECTURE ET AUTRES BIBLIOTHÈQUES ENTRE 1850 ET 1880

Si les *circulating libraries* ont pu continuer à prospérer malgré la loi de 1850, la raison en ait une certaine hostilité ou méfiance à l'égard du service proposé dans les bibliothèques publiques, jugées peu respectables ou hygiéniques.

C'est sans doute pour cette raison que le succès de la *Select Library* de Mudie en particulier ne fit que s'amplifier, à tel point qu'en 1860, devant l'afflux des abonnés, de nouveaux locaux furent nécessaires, et, comme indiqué précédemment, la bibliothèque s'installa dans New Oxford Street où Mudie ouvrit en grande pompe, en présence de toutes les personnalités du monde littéraire, un *Great Hall*. Lieu d'accueil au centre du cabinet de lecture, cette vaste salle où s'effectuaient les prêts était décorée par les livres eux-mêmes, à en croire un témoin :

6. Thomas Kelly. *History of Public Libraries in Britain, 1845-1975*. The Library Association, 1977.

7. John Feather. "The book trade and libraires". In Mandelbrote Giles and Manley Keith A. (eds.) *The Cambridge History of Libraries in Britain and Ireland*. Cambridge, Cambridge University Press, vol. II, p. 312.

The walls require no ceramic decorations, for they are lined with books, which themselves glow with colour. Here, perchance, a couple of thousand volumes of Livingstone's Travels glow with green; there stands a wall of light blue, representing the supply of some favorite novel; then again, a bright red hue running half across the room testifies to the enormous demand for some work of adventure.

Cet extrait d'un article paru dans le magazine *Once A Week* en 1861 ne se contente pas d'insister sur la magnificence du lieu, bien différente du décor des quelques bibliothèques publiques existantes, il souligne aussi l'importance de la clientèle qui s'y rend.

En 1864, Mudie organisa son cabinet de lecture en société à responsabilité limitée (Limited Company) dont il possédait la moitié du capital (£ 50 000) et contrôlait la gestion. Les actionnaires pour les 50 % restants étaient des éditeurs, entre autres John Murray et Richard Bentley. Le pouvoir de Mudie n'était donc pas que financier, car les éditeurs étaient à sa botte, puisqu'il pouvait leur commander plusieurs centaines d'exemplaires d'un même ouvrage, comme le suggère la citation ci-dessus, qui souligne la présence dans le *Great Hall* de deux mille exemplaires des *Travels de Livingstone*. Mudie était incontestablement le meilleur client des éditeurs, mais il ne faudrait pas croire que ceux-ci pouvaient lui proposer n'importe quoi, car c'était lui bien davantage qu'eux qui contrôlait leur production, en d'autres termes les lectures des classes moyennes qui venaient emprunter leurs livres chez lui. En se posant comme garant de la moralité, il contrôlait, en outre, les écrivains. Figurer dans son catalogue était la garantie pour un auteur d'un lectorat nombreux, et comptait bien davantage que des critiques élogieuses dans la presse. Les publicités de Mudie confirmaient toujours son souci de ne choisir que les meilleurs ouvrages, c'est-à-dire des livres moralement corrects. En octobre 1860, Mudie envoya à *The Athenæum* une lettre défendant son principe de sélection en expliquant d'abord qu'il était impossible commercialement de disposer de l'espace nécessaire pour tous les livres publiés, et il continuait en ces termes :

The moral reasons are of course obvious. I have always reserved the right of selection. The title under which my library was established nearly twenty years ago implies this: the public know it, and subscribe accordingly and increasingly. They are evidently willing to

*have a barrier of some kind between themselves and the lower floods of literature*⁸.

En fait, comme le dit encore Lewis Roberts, la réussite de Mudie s'explique parce qu'il a suscité chez ses abonnés le sentiment d'appartenir à une certaine élite, de fréquenter un lieu hautement respectable et de lire des ouvrages à la moralité incontestable, "*a sense of exclusiveness*". Pour toutes ces raisons, il se situe aux antipodes des nouvelles bibliothèques publiques, associées aux classes populaires. Il n'est donc pas étonnant de trouver des témoignages de lecteurs enthousiastes et reconnaissants, comme celui du journaliste et éditeur Francis Espinasse: "*I was one of the not very numerous circle of readers who gladly availed themselves of what was then a unique collection, and who were additionally attracted to King Street by the intelligence and amiability of their owner*", ou de celui de l'actrice Fanny Kemble qui en 1877, revenant de chez Mudie, écrivait: "*I think this huge circulating library system one of the most convenient and agreeable; to be able for twenty-one shillings to have for a quarter of a year ten volumes of excellent literature for one's own exclusive use seems to me a real privilege and a capital return for one's money*"⁹.

Toutefois, les exigences de moralité imposées par Mudie aux auteurs par l'intermédiaire de leurs éditeurs commencèrent à susciter quelques réactions hostiles. Un article paru dans la *Literary Gazette* en 1860 et intitulé "*Mudie's Monopoly*" dénonçait la soumission du public au diktat de Mudie: "*Do the public know that Mr Mudie conspires to lead their tastes? Do they accept him as a critic of what they should read or leave unread? Do they mean to take him as the judge of what volumes will harm them?*"¹⁰. Des protestations de plus en plus nombreuses contre la censure exercée par Mudie s'élèveront de la part des romanciers au cours des décennies suivantes, culminant dans les années 1890, comme il apparaîtra plus loin. Entre temps, le pouvoir et le prestige de Mudie restaient importants, et ce malgré l'apparition d'un concurrent sérieux, W. H. Smith, qui, par sa création d'un cabinet de lecture similaire, mais surtout par l'instauration dans les gares de kiosques où les voyageurs pouvaient acquérir des rééditions bon marché, allait modifier quelque peu les habitudes de lecture des Britanniques.

8. Cité par Lewis Roberts, "Trafficking in literary authority: Mudie's Select Library and the commodification of the Victorian novel". In *Victorian Literature and Culture*, vol. 1, 34, 2006, p. 11.

9. Citations données par Amy Cruse, dans *The Victorians and their Books*, Grant Allen & Unwin, 1935, p. 310 et p. 334.

10. Cité par Lewis Roberts, *op. cit.*, p. 10.

LE COUP DOUBLE DE W. H. SMITH

+++++

La place et le rôle de W. H. Smith & Son dans le domaine de la lecture en Grande-Bretagne en font la deuxième personnalité notoire de la seconde moitié du XIX^e siècle, et ce à deux égards, comme il va apparaître en retraçant son histoire.

En 1792, Henry Walton Smith et sa femme Anna ouvrirent une petite maison de la presse à Londres, affaire prospère transmise en 1816 à leurs deux fils, Edward and William Henry. Le premier événement important les concernant est leur décision, en 1821, d'ouvrir une salle de lecture dans le Strand où, pour une modeste cotisation, les lecteurs pouvaient dans un cadre paisible venir lire différents journaux et livres, ce magasin de presse étant alors devenu aussi une librairie. Le deuxième événement à relever est que, dès les années 1820, l'entreprise commença à approvisionner la province en journaux en les envoyant très tôt et très vite par diligence, d'où leur slogan *"First with the News"*. Lorsque William Henry se retrouva à la tête de l'affaire avec son fils en 1846, celle-ci prit le nom resté célèbre encore aujourd'hui de W. H. Smith & Son. C'est alors que W. H. Smith conçut l'idée d'installer dans les gares britanniques des kiosques où les voyageurs pourraient se procurer de quoi lire pendant les voyages en train. Il passa contrat avec les différentes compagnies de chemin de fer et, en 1848, il ouvrit son premier kiosque à Londres, dans la gare d'Euston, où l'on pouvait acheter journaux et périodiques ainsi que des livres. Smith eut bientôt le monopole de ces points de vente.

Il faut bien comprendre qu'à cette date, la Grande-Bretagne avait déjà un réseau ferroviaire important, dont le premier tronçon avait été créé en 1825, et qui n'avait cessé de s'étendre avec 150 km de voie ferrée en 1830, plus de 2 000 dix ans plus tard et près de 10 000 en 1850. La qualité des déplacements en train, le confort des wagons entre autres, s'était bien améliorée au fil de ces décennies, même si la durée des trajets restait en règle générale très longue. La lecture semblait donc l'occupation idéale et ce qui prit bientôt le nom de *railway reading* devint monnaie courante. L'idée de W. H. Smith était donc tout à fait géniale, d'autant plus que les catégories sociales qui utilisaient ce mode de transport étaient alphabétisées, voire cultivées, qu'elles réclamaient de la lecture pour leur voyage et que jusqu'à présent les seuls ouvrages mis à leur disposition étaient jugés de mauvaise qualité moralement et littérairement parlant. Il fallait donc remédier à ce problème, ainsi qu'à celui posé par la traditionnelle publication des romans en trois volumes, format bien incommode à

transporter. Afin d'offrir des ouvrages en un volume et bon marché, Smith acquit alors les droits de divers romans populaires et entreprit de les publier dans une présentation cartonnée, de couverture généralement jaune, ce qui leur valut bientôt le nom de "yellowbacks" qui a fait leur célébrité. Ils coûtaient deux shillings, ce qui était bien peu au regard des 31 s. 6 d. des *three-deckers* toujours à la mode. Mais Smith avait pris soin de ne pas heurter les éditeurs qui produisaient déjà des volumes bon marché et, pendant plusieurs décennies, il chargea les éditeurs Chapman & Hall, puis, dans les années 1860, Ward, Lock and Tyler de les éditer pour lui dans une collection intitulée *The Select Library of Fiction*, où l'allusion à Mudie est plus que transparente. Par la suite, de nombreux éditeurs proposèrent leurs propres ouvrages dans les kiosques de W. H. Smith, et de nombreuses collections de yellowbacks virent le jour: *Bentley's Railway Library* dès 1848, *Routledge's Railway Library* en 1849 et, au début des années 1850, *Longman's Traveler's Library* et *Murray's Railway Reading*. Le romancier Anthony Trollope a indirectement fait l'éloge de Smith pour avoir facilité le développement du *railway reading*, en écrivant dans son roman de 1855, *The New Zealander*, les lignes suivantes:

*Not only has the power of reading been thus brought within the reach of travellers, but the literature for their enjoyment on the road is handed to them with their tickets [...] A bookseller's shop at each principal station is prepared where books may be bought at the cheapest rate, and where those which are found specially fitted for such purposes are kept in abundance*¹¹.

Avec ces *yellowbacks* qui seront abondamment décriés, Smith avait réussi malgré tout à changer en bien l'image de la lecture dans le train et à cet égard son rôle dans l'histoire de la lecture en Grande-Bretagne ne doit pas être sous-estimé. Il est évident que la création des *yellowbacks* fut une invention majeure de l'histoire de l'édition britannique, engendrant toutes les collections mentionnées ci-dessus, satisfaisant la majorité des couches de la société et offrant un choix d'ouvrages à même de satisfaire quasiment tous les segments du lectorat, des moins aux plus cultivés.

11. Cité par Elizabeth James, "An Insight into the Management of Railway Bookstalls in the 1850s", *Publishing History*, X, 1981, p. 66.

Mais il restait à W. H. Smith à parachever son action à cet égard en créant, dans le cadre de ces kiosques, une *subscription library* qui viendrait en diversifier le fonctionnement et qui, surtout, lui permettrait d'en faire la promotion et accroîtrait ses profits. Car un cabinet de lecture augmenterait le nombre de ses clients potentiels et améliorerait l'image des kiosques. Le 16 juin 1860, parut donc dans le magazine *The Athenæum* une annonce qui expliquait le projet :

*Messrs W. H. Smith & Son taking advantage of the convenience afforded by their railway bookstalls, are about to open a subscription library on a large scale, something like that of Mr. Mudie's. The bookstalls will, in fact, become local libraries, small but select, with the immense advantage of hourly communication by train, with a vast central library in London*¹².

L'idée astucieuse de Smith fut d'utiliser ses kiosques comme petites bibliothèques locales, ce qui lui évitait donc de louer d'autres locaux. De la sorte, un voyageur pouvait emprunter un livre dans un des kiosques de la gare dont il partait et le rendre dans sa gare de destination. On aura aussi remarqué l'allusion à Mudie qu'en fait, Smith avait contacté en lui proposant une collaboration que celui-ci, stupidement, refusa. Et bien entendu, comme son illustre concurrent, Smith déclara dans un document publicitaire ne proposer que des ouvrages "*of the higher class of Literature, embracing all the most important works in Biography, History, Travel, Fiction, Poetry, Science, Theology, the Quarterly Reviews and first-class magazines*". Il se posait donc, comme Mudie, en gardien de la moralité et comme lui, il fut amené à interdire certains livres. Son rôle de censeur se manifestera particulièrement dans les dernières décennies du siècle.

En 1861, les voyageurs pouvaient donc emprunter des livres auprès de 177 kiosques. Un article de la *Saturday Review* en janvier 1857 considérait que les 9/10^{es} des livres qui y étaient vendus n'étaient pas chers, bien que le prix en ait été de un à deux shillings. En outre, le cabinet de lecture de Smith s'imposa bientôt comme une ressource majeure de lectures pour les Victoriens. Comme Mudie, Smith proposa en solde les livres usagés ou ayant cessé d'être achetés ou empruntés, mais à la différence de Mudie,

12. Cité dans Charles Wilson, *First with the News. The History of W. H. Smith 1792-1972*. London, Jonathan Cape, 1985, p. 355.

Smith ne vendait pas seulement ceux de sa bibliothèque, mais aussi ceux de ses kiosques.

Il est indéniable que par sa double opération commerciale, W. H. Smith & Son contribua à satisfaire la demande de lecture d'un lectorat en expansion en raison de l'alphabétisation du pays qui, toutefois, était loin d'être entièrement réalisée à cette époque.